

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2011 — 1554

[C – 2011/09387]

11 JUIN 2011. — Arrêté royal réglant le statut de l'armurier

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes, les articles 5, § 2, alinéa 1^{er} et 35, 4^e;

Vu l'avis du Conseil consultatif des armes, donné le 15 mars 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 août 2008;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 9 septembre 2008;

Vu l'avis 49.188/2 du Conseil d'Etat, donné le 14 février 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *La demande d'agrément d'armurier*

Article 1^{er}. La personne qui demande un agrément d'armurier joint une attestation de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle à sa demande.

CHAPITRE II. — *L'examen d'aptitude professionnelle*

Art. 2. Le candidat qui souhaite participer à l'examen d'aptitude professionnelle adresse un envoi postal recommandé ou un recommandé électronique au Service fédéral des armes, qui l'invite à l'examen suivant qui est organisé au cours du premier et du troisième trimestre de l'année. En cas d'un trop grand nombre d'inscriptions, un examen supplémentaire peut être organisé.

Le candidat n'est pas autorisé à demander une autre date pour passer l'examen.

La non-participation à un examen doit être justifiée au préalable ou dans les cinq jours ouvrables qui suivent le jour de l'examen au moyen d'une lettre dûment motivée envoyée au Service fédéral des armes. A défaut, l'absence équivaut à un échec qui sera communiqué au candidat qui sera exclu de la participation à un examen organisé dans un délai d'un an qui suit la date du procès verbal de l'examen auquel il était inscrit. La convocation à l'examen indique expressément ces règles.

L'exclusion est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée.

Art. 3. L'examen consiste en :

1^o une épreuve écrite portant sur la connaissance de la réglementation à respecter et de la technique;

2^o une épreuve orale portant sur la connaissance de la déontologie professionnelle par la confrontation avec des situations pouvant se présenter lors de l'exercice de la profession, et de l'utilisation des armes.

Les questions posées sont en rapport avec l'activité pour laquelle le candidat a demandé un agrément.

Le jury corrige l'épreuve écrite et évalue l'épreuve orale.

Pour réussir l'examen, le candidat doit obtenir un minimum de 14/20 à chacune des épreuves.

Art. 4. Le jury est composé :

1^o d'un fonctionnaire du Service fédéral des armes qui, le cas échéant, peut prendre soin de la traduction;

2^o du directeur du Banc d'épreuves ou de son délégué;

3^o d'un représentant du Registre central des Armes, ou à défaut, d'un fonctionnaire de police ayant des connaissances spécifiques sur les armes, désigné de commun accord par les autres membres du jury;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2011 — 1554

[C – 2011/09387]

11 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot regeling van het statuut van de wapenhandelaar

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens, de artikelen 5, § 2, eerste lid en 35, 4^e;

Gelet op het advies van de Adviesraad voor wapens, gegeven op 15 maart 2011;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 augustus 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting van 9 september 2008;

Gelet op advies 49.188/2 van de Raad van State, gegeven op 14 februari 2011, met toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *De aanvraag tot erkenning als wapenhandelaar*

Artikel 1. De persoon die een erkenning als wapenhandelaar aanvraagt, voegt bij zijn aanvraag een attest, waaruit blijkt dat hij geslaagd is in het beroepsbekwaamheidsexamen.

HOOFDSTUK II. — *Het beroepsbekwaamheidsexamen*

Art. 2. De kandidaat die wenst deel te nemen aan het beroepsbekwaamheidsexamen richt een aangetekende zending of een elektronisch aangetekende zending aan de Federale wapendienst, die hem uitnodigt voor het eerstvolgende examen dat tijdens het eerste en het derde trimester van het jaar wordt georganiseerd. Bij een te groot aantal inschrijvingen kan een bijkomend examen worden georganiseerd.

De kandidaat mag geen andere datum vragen om het examen af te leggen.

De niet-deelname aan een examen moet vooraf of binnen vijf werkdagen na het examen worden gewettigd door middel van een afdoende gemotiveerde brief gericht aan de Federale wapendienst. Bij gebrek hieraan staat de afwezigheid gelijk met een mislukking die wordt meegedeeld aan de kandidaat, die wordt uitgesloten van deelname aan een examen dat wordt georganiseerd binnen een periode van een jaar volgend op de datum van het proces-verbaal van het examen waarvoor hij ingeschreven was. De oproeping voor het examen maakt uitdrukkelijk melding van deze regels.

De uitsluiting wordt aan de betrokkene betekend bij aangetekend schrijven.

Art. 3. Het examen bestaat uit :

1^o een schriftelijke proef met betrekking tot de kennis van de na te leven regelgeving en van de techniek;

2^o een mondelinge proef met betrekking tot de kennis van de beroepsdeontologie, aan de hand van de confrontatie met situaties die zich kunnen voordoen bij de uitoefening van het beroep, en van het gebruik van wapens.

De gestelde vragen staan in verband met de activiteit waarvoor de kandidaat een erkenning heeft gevraagd.

De jury verbetert de schriftelijke proef en beoordeelt de mondelinge proef.

Om te slagen voor het examen moet de kandidaat minimum 14/20 behalen voor elk van de proeven.

Art. 4. De jury is samengesteld uit :

1^o een ambtenaar van de Federale wapendienst, die desgevallend voor de vertaling kan zorgen;

2^o de directeur van de Proefbank of zijn gemachtigde;

3^o een vertegenwoordiger van het Centraal Wapenregister, of bij gebrek daaraan, een politieambtenaar met specifieke kennis van wapens, aangeduid door de andere leden van de jury in onderlinge overeenstemming;

4° d'un représentant francophone et d'un représentant néerlandophone de, et proposés par des organisations professionnelles représentatives d'armuriers et désignés par le Ministre de la Justice. Leur appartenance linguistique est déterminée par la langue utilisée sur leur carte d'identité. Leur présence dans le jury est précieuse pour leurs connaissances et expérience en la matière. Ils n'y siègent pas en tant que concurrents des candidats.

Le jury siège sous la présidence du membre du Service fédéral des armes.

Art. 5. La délibération du jury se fait par consensus. A défaut, la décision est prise à la majorité. En cas d'égalité, le président du jury a une voix prépondérante.

Art. 6. Le procès-verbal avec le résultat de l'examen est signé par les membres du jury et gardé au Service fédéral des armes.

Au candidat ayant satisfait à l'examen, le Service fédéral des armes délivre une attestation valable pendant deux ans.

En cas d'échec, le Service fédéral des armes informe l'intéressé. Ce dernier doit faire savoir dans les trois mois au Service fédéral des armes s'il participe à l'examen suivant.

Art. 7. Le candidat ayant satisfait à une des deux épreuves et qui participe à la prochaine session d'examen est dispensé de l'épreuve à laquelle il a satisfait.

Le candidat souhaitant obtenir un agrément couvrant plusieurs aspects de la profession, mais ne parvenant pas à démontrer de connaissances suffisantes dans un domaine, obtiendra une attestation de réussite limitée aux domaines maîtrisés. Il aura l'opportunité d'étendre cette attestation à la prochaine session, en repassant un examen portant spécifiquement sur les aspects non maîtrisés.

CHAPITRE III. — *Le code déontologique*

Art. 8. Le présent code de déontologie est constitué de règles tendant à garantir un exercice digne, intègre et responsable de la profession d'armurier.

L'inobservation du code de déontologie peut, en cas de danger pour l'ordre public, entraîner le refus, le retrait, la suspension ou la limitation de l'agrément par le gouverneur.

Seule l'inobservation des articles 12 et 13 est, en outre, constitutive d'une infraction pénale.

Si les services compétents constatent une infraction au présent code, ils en avertissent le gouverneur.

Section 1^{re} — Obligations professionnelles de l'armurier

1. Devoirs envers le client

Art. 9. L'armurier aide le client à formuler ses besoins et les analyse.

Il informe correctement le client des dispositions réglementaires qui s'appliquent aux choses vendues. A cette fin, l'armurier s'informe régulièrement et convenablement de la réglementation applicable et de son évolution.

Avant toute cession d'armes ou de munitions, il oriente le choix de son client et lui conseille notamment d'acquérir les armes et les munitions les plus adéquates en fonction du but recherché.

En outre, l'armurier informe le client des dangers potentiels de l'utilisation des armes et munitions, ainsi que des mesures de sécurité à observer de nature à pouvoir limiter ces dangers.

2. Responsabilité envers la société

Art. 10. L'armurier ne peut se prévaloir de sa fonction pour cautionner un acte illégal et s'abstient de tout acte incitant au non-respect de la réglementation par ses clients. Il ne collabore pas à des transactions dont il soupçonne ou devait savoir qu'elles mettent en danger l'intégrité ou la sécurité des personnes.

Art. 11. L'armurier et son personnel sont tenus de fournir aux autorités de surveillance tous les renseignements nécessaires à un contrôle approprié.

4° een Nederlandstalige vertegenwoordiger en een Franstalige vertegenwoordiger van en voorgesteld door representatieve beroepsorganisaties van wapenhandelaars en aangeduid door de Minister van Justitie. Hun taalaanhorigheid wordt bepaald door de taal gebruikt op hun identiteitskaart. Hun aanwezigheid in de jury is waardevol omwille van hun kennis en ervaring betreffende de materie. Zij zetelen niet in de jury als concurrenten van de kandidaten.

De jury zetelt onder het voorzitterschap van het lid van de Federale wapendienst.

Art. 5. De beraadslaging van de jury gebeurt bij consensus. Bij gebrek daaraan wordt de beslissing genomen door de meerderheid. In geval van gelijkheid heeft de voorzitter van de jury een doorslaggevende stem.

Art. 6. Het proces-verbaal met het resultaat van het examen wordt ondertekend door de leden van de jury en bewaard bij de Federale wapendienst.

De Federale wapendienst reikt een attest dat gedurende twee jaar geldig is uit aan de kandidaat die geslaagd is voor het examen.

In geval van mislukking licht de Federale wapendienst de betrokkene in. Deze laatste laat binnen drie maanden aan de Federale wapendienst weten of hij aan het volgende examen deelneemt.

Art. 7. De kandidaat die geslaagd is voor één van de twee proeven en die deelneemt aan de volgende examenzitting wordt vrijgesteld van de proef waarvoor hij al is geslaagd.

De kandidaat die een erkenning beoogt die betrekking heeft op meerdere aspecten van het beroep, maar die niet kan bewijzen dat hij voldoende kennis in alle domeinen heeft, zal een attest van slagen krijgen dat beperkt is tot de gekende domeinen. Hij krijgt de kans dit attest tijdens de volgende zitting uit te breiden, door het afleggen van een examen dat specifiek over de niet gekende domeinen gaat.

HOOFDSTUK III. — *De deontologische code*

Art. 8. Deze deontologische code is samengesteld uit regels die een waardige, integere en verantwoordelijke uitoefening van het beroep van wapenhandelaar moeten garanderen.

De veronachtzaming van de deontologische code kan, in geval van gevaar voor de openbare orde, de weigering, de intrekking, de schorsing of de beperking van de erkenning door de gouverneur met zich meebrengen.

Enkel de veronachtzaming van de artikelen 12 en 13 maakt ook een strafbaar feit uit.

Als de bevoegde diensten een inbreuk op deze code vaststellen, verwittigen ze de gouverneur daarvan.

Afdeling 1. — Beroepsplichten van de wapenhandelaar

1. Plichten tegenover de klant

Art. 9. De wapenhandelaar helpt de klant zijn behoeften te formuleren en analyseert ze.

Hij informeert de klant correct over de reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de verkochte zaken. Met dit doel informeert de wapenhandelaar zichzelf regelmatig en behoorlijk over de toepasselijke regelgeving en haar evolutie.

Voor elke overdracht van wapens of munitie geeft hij richting aan de keuzes van zijn klant en adviseert hij hem met name de wapens en de munitie te verwerven die het meest aangewezen zijn in functie van het beoogde doel.

Daarnaast licht de wapenhandelaar de klant in over de mogelijke gevaren van het gebruik van wapens en munitie, evenals over de in acht te nemen veiligheidsmaatregelen die deze gevaren kunnen beperken.

2. Verantwoordelijkheid tegenover de samenleving

Art. 10. De wapenhandelaar kan zich niet beroepen op zijn functie om in te staan voor een onwettelijke handeling en onthoudt zich van elke handeling die het niet naleven van de regelgeving door zijn klanten uitlokt. Hij werkt niet mee aan verrichtingen waarvan hij vermoedt of moest weten dat ze de integriteit of de veiligheid van personen in gevaar brengen.

Art. 11. De wapenhandelaar en zijn personeel zijn verplicht aan de toezichthoudende overheden alle informatie te geven die noodzakelijk is voor een afdoende controle.

3. Modalités techniques d'exercice

(a) Généralités

Art. 12. L'armurier exerce son activité dans les domaines dans lesquels il a prouvé son aptitude professionnelle.

S'il exerce d'autres activités impliquant la détention d'armes à titre privé, il veille à ce qu'aucune confusion n'existe au niveau de la gestion de son commerce.

S'il est titulaire d'un agrément de collectionneur, il maintient une séparation absolue entre ses deux patrimoines.

Les personnes morales sont tenues de désigner un dirigeant qui, au sein de l'entreprise, est responsable de toutes les questions relevant de la réglementation.

Art. 13. L'armurier remplit ses devoirs administratifs de manière méticuleuse. Il complète sans délai ses registres et les autres documents prévus par la réglementation de manière claire, lisible et systématique.

L'armurier doit indiquer, dans ses documents et sur son site Internet :

- son adresse, numéro d'agrément et d'entreprise;
- en cas d'une personne morale : appellation, forme juridique et nom des personnes pouvant le représenter;
- les mentions imposées par la loi.

(b) Publicité

Art. 14. Tous les supports publicitaires peuvent être utilisés à la condition cependant de se conformer à la réglementation en vigueur.

Lorsqu'il fait de la publicité, l'armurier respecte son devoir d'information à l'égard du client, il l'informe correctement de la réglementation, des dangers liés au produit et de ses aspects techniques.

Art. 15. Les annonces publiées et visibles du public doivent au moins faire mention du nom ou de la dénomination commerciale de l'armurier.

Si la publicité concerne des choses que les mineurs ne peuvent pas acquérir, elle mentionne qu'ils ne peuvent pas accéder à l'offre.

Section 2. — Responsabilité de l'armurier

1. Généralités

Art. 16. L'armurier organise son commerce en fonction d'un exercice légal de son activité, il n'incite pas à des activités illégales.

Il ne répond pas à la demande d'un tiers qui recherche un avantage illicite ou immoral, ou qui veut abuser de ses services.

L'armurier veille à n'accepter, rechercher ou poursuivre que des activités dont la nature ou l'objet est compatible aux dispositions du présent Code et plus généralement à l'ordre public.

2. Responsabilité pour les personnes qui travaillent pour l'armurier

Art. 17. L'armurier informe, coordonne et surveille les personnes dont il doit répondre.

Il veille à ce que ses préposés disposent d'une formation qui soit, d'une part, adaptée aux activités d'armurier qu'ils réalisent sous son autorité, et, d'autre part, conforme aux obligations déontologiques auxquelles il est soumis.

Section 3. — Incompatibilités

Art. 18. L'armurier ne peut pas exercer d'autre profession dans les locaux où il fait le commerce ou expose des armes, des munitions ou des pièces de celles-ci si la combinaison des deux activités est susceptible de créer un risque pour l'ordre public.

Il s'abstient de transactions commerciales avec des personnes dont il sait ou dont il est de notoriété publique qu'elles fréquentent des milieux ne respectant pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

Il s'abstient de tout acte ou comportement susceptible de le rendre sensible au chantage et il ne participe pas à des jeux de hasard dans des casinos.

3. Technische uitoefeningsmodaliteiten

(a) Algemeenheden

Art. 12. De wapenhandelaar oefent zijn activiteit uit in de domeinen waarvoor hij zijn beroepsbekwaamheid heeft bewezen.

Als hij andere activiteiten uitoefent waarvoor hij ten privaten titel wapens voorhanden heeft, waakt hij erover dat er geen enkele verwarring bestaat op het vlak van het beheer van zijn handelszaak.

Als hij houder is van een erkenning als verzamelaar, behoudt hij een strikte scheiding tussen zijn beide vermogens.

De rechtspersonen zijn verplicht een bestuurder aan te wijzen die binnen de onderneming verantwoordelijk is voor alle vragen betreffende de regelgeving.

Art. 13. De wapenhandelaar vervult zijn administratieve plichten op zorgvuldige wijze. Hij vult onverwijld zijn registers en de andere reglementair bepaalde documenten in, op een duidelijke, leesbare en systematische wijze.

De wapenhandelaar moet op zijn documenten en op zijn website vermelden :

- zijn adres, erkennings- en ondernemingsnummer;
- in geval van een rechtspersoon : benaming, rechtsvorm en naam van de personen die hem mogen vertegenwoordigen;
- de wettelijk verplichte vermeldingen.

(b) Publiciteit

Art. 14. Alle publiciteitsmiddelen mogen worden gebruikt mits de naleving van de van kracht zijnde regelgeving.

Bij het voeren van publiciteit leeft de wapenhandelaar zijn informatieplicht ten aanzien van de klant na, hij informeert hem correct over de regelgeving, over de aan het product verbonden gevaren en over de technische aspecten ervan.

Art. 15. Gepubliceerde en voor het publiek zichtbare aankondigingen moeten minstens de naam of de handelsbenaming van de wapenhandelaar bevatten.

Als de publiciteit zaken betreft die minderjarigen niet mogen verwerven, vermeldt ze dat zij niet op het aanbod kunnen ingaan.

Afdeling 2. — Verantwoordelijkheid van de wapenhandelaar

1. Algemeenheden

Art. 16. De wapenhandelaar organiseert zijn handel in functie van een wettelijke uitoefening van zijn activiteit, en hij lokt geen illegale activiteiten uit.

Hij gaat niet in op vragen van derden die uit zijn op een onwettig of immoreel voordeel, of die misbruik willen maken van zijn diensten.

De wapenhandelaar waakt erover dat hij alleen activiteiten aanvaardt, nastreeft of verderzet waarvan de aard of het voorwerp verenigbaar is met deze Code, en meer algemeen met de openbare orde.

2. Verantwoordelijkheid voor de personen die werken voor de wapenhandelaar

Art. 17. De wapenhandelaar informeert, coördineert en houdt toezicht op de personen waarvoor hij verantwoordelijk is.

Hij waakt erover dat de aangestelden beschikken over een opleiding, die enerzijds is aangepast aan de activiteiten van wapenhandelaar die ze uitvoeren onder zijn gezag, en anderzijds conform is met de deontologische plichten, waaraan hij is onderworpen.

Afdeling 3. — Onverenigbaarheden

Art. 18. De wapenhandelaar mag geen andere beroepsactiviteit uitoefenen in de lokalen waar hij wapens, munitie of onderdelen daarvan verhandelt of tentoontstelt, als door de combinatie van de beide activiteiten een risico voor de openbare orde kan ontstaan.

Hij onthoudt zich van handelstransacties met personen waarvan hij weet of waarvan het algemeen bekend is dat ze in milieus verkeren die de democratische beginselen niet naleven zoals ze met name worden verwoord in de Grondwet of het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

Hij onthoudt zich van elke handeling die, of elk gedrag dat hem vatbaar kan maken voor chantage en hij neemt niet deel aan kansspelen in casino's.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 19. Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 11 juin 2011.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Le Ministre de l'Intérieur,
Mme A. TURTELBOOM

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 19. Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 11 juni 2011.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

De Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. A. TURTELBOOM

**SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR**

F. 2011 — 1555

[C — 2011/00372]

11 JUIN 2011. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, donne suite à l'arrêté n° 212.774 du Conseil d'Etat du 26 avril 2011, lequel annule les articles 3 et 4 de l'arrêté royal du 29 avril 2009 portant fixation du pécule de vacances du personnel des services de police.

L'arrêté susmentionné tend à octroyer à tous les membres du personnel des services de police un pécule de vacances à concurrence de 92 % du traitement mensuel. En vertu des articles 3 et 4 précités, le pourcentage de 92 % était applicable, pour l'année 2009, aux agents de police et uniquement aux inspecteurs et aux inspecteurs principaux qui avaient atteint l'âge de 57 ans au 1^{er} octobre 2008 alors qu'un pourcentage de 65 % était applicable aux autres membres du personnel du cadre opérationnel; pour l'année 2010, le pourcentage de 92 % était applicable aux agents de police, aux inspecteurs et uniquement aux inspecteurs principaux qui avaient atteint l'âge de 57 ans au 1^{er} octobre 2008 alors qu'un pourcentage de 65 % était applicable aux autres membres du personnel du cadre opérationnel.

A partir de l'année 2011, le pourcentage de 92 % est applicable à tous les membres du personnel du cadre opérationnel.

La différence ainsi faite tendait, à court terme (période 2009-2010) à inciter les membres du personnel à rester plus longtemps en service, et le cas échéant, différer leur plan de pension pour cette période.

Dans son arrêt susmentionné, le Conseil d'Etat trouvait qu'il s'agissait d'une raison objective et légitime mais jugeait d'autre part qu'il n'était pas fondé que cet avantage puisse être limité aux membres du personnel mentionnés dans ces articles et que les officiers ne puissent donc pas bénéficier de cette disposition.

Il ressort clairement du point 18 de l'arrêt que la discrimination dénoncée par le Conseil d'Etat concernait le fait qu'aucun officier ne pouvait bénéficier d'un pécule de vacances à 92 % en 2009 et 2010; et ce, contrairement aux membres du personnel des cadres de base et moyen ayant un âge déterminé, qui, eux, ont pu. Le processus de progression général n'est pas critiqué.

Toutefois, étant donné que les dispositions des articles 3 et 4 susvisés sont étroitement imbriquées l'une dans l'autre, ce qui ne permettait pas une annulation partielle, le Conseil d'Etat a décidé de les annuler complètement. Cette annulation complète impose maintenant de prendre un arrêté de réparation, car si celui-ci n'était pas pris, tous les fonctionnaires de police pourraient prétendre pour les années 2009 et 2010 à un pécule de vacances à concurrence de 92 % du traitement mensuel, ce qui coûterait des millions d'euros à l'Etat fédéral et aux zones de police, plus précisément 31,5 millions pour les zones de police et 16 millions pour la police fédérale.

En vertu des nouveaux articles 3 et 4, les membres du personnel du cadre opérationnel auront droit pour les années 2009 et 2010 à un pécule de vacances à concurrence de 65 % à l'exception des agents de police auxquels il est attribué 92 % dès 2009 et des membres du cadre de base qui le percevront pour 2010.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN**

N. 2011 — 1555

[C — 2011/00372]

11 JUNI 2011. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, geeft gevolg aan arrest nr. 212.774 van de Raad van State van 26 april 2011, waarbij de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit van 29 april 2009 houdende vaststelling van het vakantiegeld van het personeel van de politiediensten, werden vernietigd.

Het voornoemde besluit strekt er toe om aan alle leden van het politiepersoneel een vakantiegeld ten belope van 92 % van een maandwedge toe te kennen. Krachtens de voornoemde artikelen 3 en 4 was voor het jaar 2009 het percentage van 92 % van toepassing op de agenten van politie en enkel op de inspecteurs en de hoofdinspecteurs die op 1 oktober 2008 de volle leeftijd van 57 jaar hebben bereikt, terwijl een percentage van 65 % van toepassing was op de andere personeelsleden van het operationeel kader; voor het jaar 2010 was het percentage van 92 % van toepassing op de agenten van politie, op de inspecteurs en enkel op de hoofdinspecteurs die op 1 oktober 2008 de volle leeftijd van 57 jaar hebben bereikt, terwijl een percentage van 65 % van toepassing was op de andere personeelsleden van het operationeel kader.

Vanaf het jaar 2011 is het percentage van 92 % van toepassing op alle personeelsleden van het operationeel kader.

Het gemaakte onderscheid strekte er toe om personeelsleden op korte termijn (periode 2009-2010) aan te zetten om aan het werk te blijven en, in voorkomend geval, hun pensioenplannen voor die periode uit te stellen.

In zijn voornoemd arrest vond de Raad van State dit een objectieve en legitieme reden, maar oordeelde anderzijds dat niet werd verantwoord waarom dat voordeel beperkt kon blijven tot de in die artikelen vermelde personeelsleden en dat de officieren derhalve die maatregel niet konden genieten.

Uit punt 18 van het arrest blijkt duidelijk dat de door de Raad van State aan de kaak gestelde discriminatie het feit betreft dat geen enkele officier in 2009 en 2010 een vakantiegeld aan 92 % kon genieten; dit in tegenstelling tot leden van het basis- en middenkader met een bepaalde leeftijd die dit wel konden. Het algemene progressiepad wordt niet bekritiseerd.

Gelet op de verwevenheid van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde regelingen, die een gedeeltelijke vernietiging niet zou hebben toegelaten, heeft de Raad van State die artikelen echter volledig vernietigd. Die volledige vernietiging noopt nu tot dit reparatiebesluit, want indien dit niet wordt genomen, zouden alle politieambtenaren voor de jaren 2009 en 2010 aanspraak maken op een vakantiegeld ten belope van 92 % van een maandwedge, wat de federale staat en de politiezones ettelijke miljoenen euros zou kosten, meer bepaald 31,5 miljoen voor de politiezones en 16 miljoen voor de federale politie.

Krachtens de nieuwe artikelen 3 en 4 zullen de leden van het operationeel kader in 2009 en 2010 recht hebben op een vakantiegeld ten belope van 65 %, behalve de agenten van politie, aan wie vanaf 2009 92 % wordt toegekend, en de leden van het basiskader, aan wie dit in 2010 eveneens wordt toegekend.